

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'action pour le développement durable dans le cadre de la francophonie et l'esprit d'entreprise dans l'espace francophone, Paris le 19 décembre 2003.

Monsieur le Secrétaire Général de la Francophonie, Cher Président DIOUF
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame et Messieurs les Opérateurs,
Mesdames et Messieurs les Représentants personnels,
Mesdames et Messieurs les Membres du Forum Francophone des Affaires,
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous accueillir ce soir à l'issue de la dix-neuvième conférence ministérielle de la Francophonie, qui a pris des décisions importantes pour le mouvement francophone. Ensemble, nous allons honorer les deux lauréats du Prix de la francophonie économique de 2003. Je les salue amicalement.

En novembre prochain, à Ouagadougou, la Francophonie adoptera une stratégie pour le développement durable. Cette décision, nous l'avons prise, cher Abdou, à Beyrouth, en réponse à une proposition du Président Blaise COMPAORÉ. Certains se sont alors interrogés, sous prétexte que la Francophonie ne serait pas un espace économique homogène, ce qui est vrai. Il me semble au contraire que cette décision s'imposait.

Car la Francophonie, communauté fondée sur le partage d'une langue, d'une histoire et de valeurs, est une solidarité, c'est en réalité une fraternité. Il lui faut s'incarner dans des actions communes au profit des plus vulnérables, en réponse aux préoccupations quotidiennes de nos compatriotes.

La réalité vivante de la Francophonie, ce sont quelques nations parmi les plus riches du monde, décidées à accroître leur effort d'aide publique au développement. Ce sont des pays en transition, notamment en Europe centrale et orientale, des pays qui renouent avec la prospérité. Mais ce sont aussi des pays du Sud dont les peuples vivent dans la précarité et appellent de notre part un légitime effort. Un effort indispensable pour les sortir de l'exclusion et pour les faire bénéficier des promesses de la mondialisation.

La solidarité économique francophone revêt, il me semble, une triple signification. Ethique, elle reflète l'ambition affirmée de construire ensemble une destinée commune. Politique, elle vise à acquérir un poids nouveau sur la scène mondiale, conférant ainsi un surcroît d'influence à chacun de ses membres. Humaine, elle facilite le développement de liens personnels entre responsables économiques, entreprises, investisseurs et clients que rapproche le partage d'une langue, d'une culture et d'habitudes.

Encore faut-il que la Francophonie s'affirme toujours plus dans les domaines qui constituent le cœur de son action. Tel sera l'objet du cadre décennal dont la préparation commence.

Le combat pour l'exception culturelle et la diversité des cultures a abouti cette année au lancement de la discussion, à l'UNESCO, d'une convention. C'est un progrès, c'est une victoire. Nous devons nous mobiliser pour qu'aboutisse cette négociation.

La défense de notre langue commune, mais aussi de la pluralité des langues dans le monde, doit

mieux nous rassembler. Au moment de l'élargissement, je souhaite que les opérateurs s'engagent davantage dans des coopérations avec les nouveaux membres de l'Union, pour que le français demeure une langue d'expression privilégiée dans les enceintes européennes.

Enfin, notre engagement en faveur de la paix, en faveur des droits de l'homme et en faveur de l'état de droit est indissociable de notre projet. Veillons à faire vivre le processus de Bamako avec toujours plus d'ambition et plus d'exigence.

A Ouagadougou, nous réaffirmerons notre volonté d'atteindre ensemble les objectifs du Millénaire et de Johannesburg à l'horizon 2015. Certains prétendent qu'il serait déjà trop tard. Nous saurons leur donner tort, redoubler d'efforts et former une communauté soudée, tendue vers la satisfaction des aspirations vitales de tous ses peuples.

De quoi s'agit-il en effet ? De donner aux familles l'accès à l'alimentation, à l'eau potable, à un système de santé fiable. D'apporter à nos enfants, garçons et filles, une éducation de base solide. De remplir les conditions du dynamisme économique. De mettre en place une protection de l'environnement efficace. De lutter contre les discriminations, en particulier à l'égard des femmes. Certes, la Francophonie n'est pas une institution financière internationale. Telle n'est pas sa vocation. Mais elle peut être un catalyseur et un puissant levier. Elle le démontre en ce moment même par le processus exemplaire qu'elle a engagé pour faciliter l'accès de ses membres aux financements internationaux.

Elle le démontre par les concertations que nous organisons à la veille des grands rendez-vous internationaux, à l'ONU, à l'OMC. Là, il ne s'agit pas d'imposer une position unique. Nous prenons conscience ensemble des enjeux. Nous donnons à chacun une capacité d'expression accrue. Nous nous mettons en mesure de mieux intervenir et de mieux faire valoir nos intérêts dans les enceintes où se définissent les règles du monde contemporain.

Je regrette que la Conférence de Cancun ait échoué. Je me réjouis cependant que les Africains, notamment les Africains francophones, y aient joué un rôle très actif. Je souhaite que, demain, nos concertations portent aussi sur la préparation des discussions dans les enceintes financières internationales où leur voix et le français doivent être mieux entendus.

Une autre façon d'aider nos pays à réaliser les objectifs du Millénaire serait l'élaboration d'un tableau de bord des progrès et des carences. Outil de réflexion et d'action, il ferait l'objet d'une évaluation annuelle. Certains de nos membres comptent parmi les plus éloignés du but. Nous devons les aider à accélérer le rythme, les conforter dans leurs efforts, leur donner espoir et confiance. L'Agence devrait nous proposer le cadre d'un tel suivi, en liaison avec le Programme des Nations Unies pour le Développement. Et je sais que c'est bien là le sentiment de notre Secrétaire Général.

De plus en plus, l'accès aux financements internationaux est lié à l'aptitude à présenter des politiques sectorielles cohérentes. Pour l'éducation, la Banque Mondiale a mis au point des procédures d'accès privilégié. Je souhaite que l'OIF aide nos membres à être éligibles à ce programme.

Dans le même esprit, tirons mieux parti du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ces fléaux qui menacent de décimer l'Afrique, mais aussi d'autres continents. Nos pays sont riches d'incalculables trésors écologiques qu'un développement irraisonné mutilerait rapidement et de façon probablement irréversible. Cherchons à profiter mieux des concours d'instruments comme le Fonds pour l'Environnement Mondial.

Enfin, un thème préoccupant doit nous mobiliser davantage : celui du fait francophone dans la vie économique internationale. Qu'il s'agisse de la langue de travail dans les entreprises transnationales, de l'établissement de normes comptables ou de la protection intellectuelle ou industrielle, la tendance, c'est un fait, est de plus en plus à l'anglais. Nous devons réagir, encourager des réalisations comme l'OHADA, veiller, comme nous l'avons fait à Genève, à la présence du français dans la société de l'information, inciter nos entreprises à travailler et communiquer aussi en français. Je lance à cet égard un appel à tous les chefs d'entreprises.

Mesdames, Messieurs,

Remettre le Prix de la francophonie économique, c'est insister sur la place prééminente

qu'occupe l'entreprise dans les stratégies de développement. Après des décennies de tâtonnements, la plupart des nations reconnaissent désormais que la liberté d'entreprendre, dans le cadre de la loi, est une condition première du développement. L'esprit d'entreprise, fait de goût du risque, de sens de l'opportunité, de capacité d'anticipation, de volonté de construire et d'ambition, doit être encouragé.

Trop souvent, le poids de l'histoire explique pourquoi ces qualités, si répandues jadis en Afrique ou en Asie, ont pu être étouffées. Aujourd'hui, nous assistons au Sud à la renaissance de cette culture d'audace, d'invention et de responsabilité grâce à laquelle de grands pays, héritiers de civilisations éminentes, retrouvent, petit à petit, leur place dans le monde.

Il est temps qu'à leur tour les pays francophones deviennent des modèles de confiance dans l'entreprise et de dynamisme dans la création de richesse. C'est ainsi qu'ils pourront atteindre ce taux de croissance annuel de 7% qui leur permettra et leur permettra seul de faire reculer de façon décisive la grande pauvreté.

Nos pays disposent d'atouts pour y parvenir. Ils peuvent s'appuyer, chacun à sa façon, sur de vieilles traditions commerçantes, sur le goût de l'exploration et des échanges, sur le sens du patrimoine et de la longue durée. Ils disposent, avec le droit d'inspiration française, d'un corpus juridique solide et moderne qui favorise l'entreprise. Mais il leur faut sécuriser les investissements, faire confiance à la liberté d'entreprendre, valoriser les chefs d'entreprise, récompenser leur dynamisme au même titre que les autres services rendus à la Nation.

A cet égard, le Forum Francophone des Affaires est particulièrement utile et important. Je suis heureux d'en accueillir aujourd'hui les membres et les responsables et de saluer amicalement leur action.

Par les Assises qu'il organise, le Forum aide les chefs d'entreprises du Sud à s'inscrire dans le mouvement mondial des affaires. Les travaux qu'il consacrera au printemps prochain aux questions agricoles favoriseront le regroupement des industries agroalimentaires, comme se sont réunis, à son initiative, les métiers de la finance ou les professions libérales. Par les contacts qu'il suscite et les actions qu'il appuie, il facilite l'investissement et la formation professionnelle. Il conduit une démarche éthique dont témoignent la Charte récemment adoptée et l'adhésion de ses membres au Pacte mondial du Secrétaire Général de l'ONU.

Cette année, le Forum Francophone des Affaires a choisi d'honorer deux personnalités éminentes ici présentes, et auxquelles je suis heureux de pouvoir aujourd'hui rendre hommage et de pouvoir leur remettre ce prix, qui témoigne de leur réussite.

Brillamment engagé dans le commerce des produits pharmaceutiques et de matériel médical, M. Armand PHARÈS décidait, au plus fort de la tourmente au Liban, d'aider à faire revivre l'économie libanaise. Qu'il en soit remercié. Membre fondateur et premier président du rassemblement des dirigeants des chefs d'entreprises libanais, il a joué et joue encore un rôle de premier plan dans la reconstruction de son pays, nouveau témoignage, témoignage supplémentaire du traditionnel génie libanais.

M. Boni YAYI est un de ces remarquables Béninois engagés au service du développement de leur pays et de leur région. A la tête de la Banque ouest africaine de développement, il conduit une action exemplaire -le mot n'est pas trop fort, il traduit une réalité- dans l'esprit du NEPAD et des objectifs du Millénaire. Grâce à son efficacité, la Banque est reconnue comme une des meilleures banques régionales de développement du monde. Elle sait allier le choix rigoureux des projets, une vision politique assurée et la capacité de proposer des approches novatrices, comme elle vient de le faire à propos du coton. Qu'il en soit également remercié.

Je vous remercie de saluer les lauréats du Prix de la francophonie économique, M. PHARÈS et M. YAYI à qui je vais avoir le plaisir de remettre leur diplôme. Je leur présente, en notre nom à tous, nos félicitations, l'expression de notre estime et de tous nos vœux pour l'année 2004.